



Comment réaliser un diagnostic d'accessibilité en concertation avec les acteurs locaux ?

Algérie : « Beni Izguen ville accessible »

Description de la bonne pratique– Que s'est-il passé?

Beni Izguen est une commune de la wilaya de Ghardaïa, à 600 km au sud d'Alger dans la vallée du Mzab. C'est une ville reconnue pour son architecture traditionnelle et son patrimoine historique, ce qui lui a valu d'être reconnue au patrimoine mondial.

Les adhérents de l'Association des Handicapés de Beni Izguen, membres de la Fédération Algérienne des Personnes Handicapées, ont d'abord identifié plusieurs problèmes d'accessibilité dans les lieux publics principaux comme la poste, la mosquée ou l'école. Ils ont ensuite approché les dirigeants de l'Assemblée Populaire Communale de Bounoura (dont dépend Beni Izgen) et ont effectué avec eux plusieurs réunions régulières, pendant près de six mois, de juin à décembre 2011. Ils ont fait toujours attention de venir avec des propositions concrètes.

Suite à ces réunions, l'APC a accepté de mettre en place des moyens à la fois financiers, mais aussi techniques en lien avec le bureau technique de l'APC qui a été mobilisé pour faciliter le travail. L'APC a fixé un délai d'un mois, en janvier 2012, pour effectuer tous les changements.

L'association a effectué un monitoring régulier de l'avancée des travaux et a pris en photo l'avancée des différents chantiers.

L'association a clairement axé son travail dans la lignée des formations, bonnes pratiques et leçons apprises grâce à un projet soutenu par l'Union Européenne et mené en partenariat par la Fédération Algérienne des Personnes Handicapées et Handicap International intitulé « Le développement inclusif local : une solution pour lutter contre l'exclusion des personnes en situation de handicap ». Au cours de ce projet, les différentes associations bénéficiaires ont été à même de mener une démarche de développement local, dans un dialogue constructif avec les pouvoirs publics locaux. Des instances de concertation, les comités locaux de concertation, ont été créés afin de mobiliser les différents acteurs concernés autour d'une thématique concernant la participation sociale des personnes handicapées.

Le projet Mounassara a permis d'amplifier cette logique de développement local et de concertation et de poursuivre les formations en matière de plaidoyer, de gestion de projet ou de monitoring des droits.

Ella a aussi renforcé les compétences techniques des partenaires du projet en favorisant les connaissances autour de l'accessibilité. Ces formations ont permis à l'association de Beni Izguen de rectifier ses premières activités car il est apparu qu'il y avait un problème de normes. Le projet Mounassara a aussi directement opérationnalisé le rôle des comités de concertation et a permis de bien préciser son rôle, fonctionnement, composition et liens avec les autorités locales.

La bonne pratique s'est donc déroulée en trois phases successives :

- Phase de construction d'un partenariat multi acteur
- Phase de diagnostic de situation général/état des lieux diagnostic DIL
- Phase opérationnelle : groupe multi acteur au travail et réalisation d'un diagnostic d'accessibilité.

Quels ont été les facteurs qui ont rendu possible la réalisation de cette pratique?

Un des premiers facteurs ayant facilité ce projet a été la participation et la formation des associations au diagnostic local grâce au projet DIL.

Les autorités locales ont réellement joué le jeu et les responsables locaux de l'APC ont fait preuve d'ouverture et d'écoute envers les associations et ont bénéficié des initiatives de sensibilisation au handicap. Le facteur financier a aussi joué puisque l'APC a débloqué une enveloppe de fonds non négligeable et a mis à disposition des services techniques.

L'association s'est aussi toujours basée sur l'approche droit et les textes internationaux ratifiés par l'Algérie et notamment l'article 9 de la CRDPH. De plus, le fait qu'il existe des normes algériennes d'accessibilité et un décret a été un levier de plaidoyer intéressant et plus concret envers les autorités locales.

L'association a souvent accentué son plaidoyer en relation avec le tourisme, très présent à Beni Izguen, et l'économie, les autorités locales accordant une grande importance au patrimoine et à sa mise en valeur, et ont réalisé que la mise en accessibilité permettrait d'attirer globalement plus de touristes, qu'ils soient en situation de handicap ou âgés, de petite taille, femmes enceintes, avec enfants, etc.

Au niveau national, l'association a bénéficié de l'appui et de l'accompagnement régulier de la Fédération Algérienne des Personnes Handicapées. Les missions de l'équipe FAPH ont permis de mieux préparer et d'assister aux réunions avec les représentants de l'APC de Bounoura. Enfin, d'autres associations locales, soit des Organisations de Personnes Handicapées (OPH), soit des associations généralistes de développement ont aussi participé au projet.

Le projet Mounassara a permis de compléter le projet, notamment en rappelant les objectifs du plaidoyer (l'accessibilité est une obligation des Etats), en développant celui-ci grâce à l'organisation d'un grand séminaire à Ghardaïa organisé avec l'APC et par la mise sur pied d'un fonds d'initiatives qui a alimenté les activités de plaidoyer.

Quelles ont été les principales difficultés et comment elles ont été surmontées ?

Un des premiers obstacles tient au contexte socioculturel de Beni Izguen où les décideurs ne sont pas seulement les autorités locales, mais aussi un conseil de notables. Cette autorité coutumière a un grand pouvoir de décision et peut bloquer tout projet de l'APC. Elle est aussi en quelque sorte le gardien de la tradition, et tout changement peut apparaître quelquefois comme difficile. De ce fait, les autorités coutumières ont été sensibilisées en premier en amont du projet et cette activité s'est révélée plus importante et longue que prévue.

La mise à disposition des services techniques de la ville a été un gros atout pour le projet. Mais souvent, ces agents n'avaient pas une connaissance approfondie des normes d'accessibilité et n'en voyaient pas réellement les enjeux. Les normes techniques nationales d'accessibilité n'étaient quelquefois donc pas respectées, mais le fait que le décret d'application ne soit venu qu'en cours de l'opération a permis de rectifier les opérations. Face à ces normes très techniques, c'est au niveau de la Fédération Algérienne des Personnes Handicapées que l'échange s'est produit avec discussion sur les normes et leur mise en pratique.

L'obstacle financier reste toujours une difficulté : l'argent attribué n'est jamais suffisant pour une accessibilité totale ; ce projet est donc une première expérience pilote qui demande à être aujourd'hui améliorée et poursuivie.

Quel a été l'impact de la bonne pratique ?

La bonne pratique a renforcé le lien social et a rendu les personnes en situation de handicap plus visibles au sein de leurs communautés locales. Les notables et autorités locales connaissent dorénavant mieux la question du handicap et sont sensibilisés durablement à l'approche droit et non plus charitable. Les services techniques ont intégré la notion d'accessibilité mais surtout plus que

jamais ont pris conscience de l'importance des normes techniques et de leur respect. L'association est quant à elle devenue l'interlocuteur de référence de l'APC en ce qui concerne l'accessibilité et le handicap, et continue son processus de concertation tout en étant intégrée aux processus de discussion.

Dans quelle mesure cette pratique a été inclusive?

La pratique a été inclusive car elle a été intégrée et portée par d'autres associations, y compris des associations locales de développement généralistes. Le résultat a clairement participé à un processus de développement local inclusif intégrant le handicap dans les politiques de développement au niveau local. L'association a clairement veillé à prendre en compte toutes les situations de handicap dans son plaidoyer sur l'accessibilité. Enfin, elle a de même axé son discours et sa sensibilisation sur la conception universelle, afin de ne pas considérer l'accessibilité comme un droit catégoriel mais bien pouvant servir à tous les citoyens et à tous les moments de l'existence d'une personne.

Quelles recommandations peuvent être formulées à partir de cette bonne pratique?

- Prévoir des activités et un temps suffisant de sensibilisation pour toute action de plaidoyer
- Voir qui a réellement le pouvoir de décision, et, dans certains cas, ne pas négliger les autorités coutumières qui peuvent avoir une influence dans le processus de décision.
- Assurer un lien suivi et régulier avec les pouvoirs publics ; essayer de faire perdurer ce lien y compris après la fin d'un projet
- Venir avec des propositions concrètes, crédibles et fondées sur le droit
- S'adapter au contexte local : ici la référence à l'économie et au tourisme a été un levier de sensibilisation particulièrement important pour les pouvoirs publics.

Pour plus d'informations :



Contact : Contact Fédération Algérienne des Personnes Handicapées :

atika.elmamri@gmail.com

Chef de projet LEAD : cdplead.maghreb@mtds.com

Accéder au rapport complet : [Bonnes pratiques des organisations de personnes handicapées.](#)

Critères des bonnes pratiques : voir page 5 du rapport.